



HAL
open science

Paix et démocratie chez Kreisky – deux processus dynamiques indissociables

Lise Barrière

► **To cite this version:**

Lise Barrière. Paix et démocratie chez Kreisky – deux processus dynamiques indissociables : Analyse de deux cas de conflits à travers les discours de Kreisky sur la question du Tyrol méridional (1959-1961) et celle des “ panneaux bilingues ” en Carinthie (1972). Trajectoires - Travaux des jeunes chercheurs du CIERA, 2007, 1, pp.123-134. halshs-00250332

HAL Id: halshs-00250332

<https://shs.hal.science/halshs-00250332>

Submitted on 11 Feb 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lise Barrière

Doctorante en études germaniques, université de Toulouse 2-le Mirail

lise.barriere@free.fr

Paix et démocratie chez Kreisky – deux processus dynamiques indissociables

Analyse de deux cas de conflits à travers les discours de Kreisky sur la question du Tyrol méridional (1959-1961) et celle des « panneaux bilingues » en Carinthie (1972)¹

Bruno Kreisky, österreichischer Bundeskanzler von 1970 bis 1983, engagierte sich überaus stark in der Frage der Lösung (inter)nationaler Konflikte. 1959 österreichischer Außenminister geworden, war der erste Konflikt, mit dem er sich auseinanderzusetzen hatte, die sog. „Südtirolfrage“. Überzeugt davon, dass sich diese nur im Rahmen der UNO lösen ließe, bestand der Chef der österreichischen Diplomatie 1960 darauf, das Problem den Vereinten Nationen vorzutragen. Die Vollversammlung der UNO verabschiedete in der Folge tatsächlich zwei Resolutionen, die sowohl Österreich wie Italien aufforderten, ihren Streit um Südtirol im Zuge von Verhandlungen beizulegen und so nach einer Lösung für das Problem zu suchen. Kreiskys großes Interesse für den Aufbau und die Erhaltung von Frieden resultierte aus seiner festen Überzeugung, Frieden und Demokratie seien auf das Engste miteinander verbunden. Aus dieser Haltung heraus erklärt sich auch sein Engagement im sog. „Ortstafelkonflikt“ – eine Auseinandersetzung um die Aufstellung zweisprachiger Ortsschilder (deutsch und slowenisch) in Kärnten. Allerdings war Kreisky bei der Beilegung dieser Auseinandersetzung kein Erfolg beschieden. Im Oktober 1972 musste ein vorbereitetes „Ortstafelgesetz“ zurückgenommen werden, und bis heute wurden die in ihm eigentlich vorgesehenen zweisprachigen Ortsschilder nicht aufgestellt.

1. Une première version de ce texte a été présentée le 2 juin 2007 à Lyon lors d'un atelier dans le cadre du programme formation-recherche « Représentation des conflits et construction de la paix » soutenu par le CIERA.



À l'époque où il dirigeait l'Autriche, de 1970 à 1983, le chancelier Bruno Kreisky jouissait d'une certaine réputation auprès de ses contemporains, aussi bien en Autriche que sur la scène internationale. La presse internationale le considérait même comme un expert en matière de relations internationales et de diplomatie. Une des préoccupations principales de Kreisky a toujours été la gestion des conflits et la sortie de crise, tout au long de sa vie politique. Il a en effet souhaité apporter sa contribution à de nombreuses résolutions de conflits, qu'il s'agisse de conflits bilatéraux ou de conflits entre communautés à l'intérieur même de l'Autriche.

Bruno Kreisky est né en 1911 à Vienne, dans une famille bourgeoise de confession juive. La jeunesse de Kreisky et ses premiers pas en politique se déroulent dans les années 1930 en Autriche, période riches en tensions et en affrontements politiques entre le camp conservateur au pouvoir et la social-démocratie autrichienne qui est interdite en 1934 à la suite de violents combats de rue. Cette période est certainement fondatrice pour Kreisky et détermine en partie l'intérêt qu'il montre par la suite pour les questions relatives aux sorties de crise.

Sa carrière politique s'est principalement déroulée après la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il revint en Autriche après s'être exilé en Suède, à la suite de l'*Anschluss* et à la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes en Autriche.

Kreisky revint définitivement en Autriche en 1951, où il commença par occuper un poste au ministère des Affaires étrangères qui lui permit de travailler à l'élaboration du futur traité d'État², dont la signature est rendue possible par la mort de Staline en 1953 et la politique de détente initiée ensuite par Khrouchtchev, son successeur. Cette expérience en matière de diplomatie et d'âpres négociations avec les Alliés pour obtenir le traité d'État fut sans doute une phase importante de la formation politique de Kreisky. Il a par la suite toujours montré un grand intérêt pour les questions de diplomatie. En 1959, Kreisky devint ministre des Affaires étrangères. Sa principale tâche fut alors de trouver une solution au problème du Tyrol méridional.

En 1967, Kreisky fut élu à la tête du SPÖ (Sozialdemokratische Partei Österreichs) qu'il entreprit de réformer afin de l'adapter à la société contemporaine et de le rendre apte à moderniser l'Autriche. La réforme du SPÖ se traduisit en 1970 par une victoire électorale : le SPÖ devint la plus forte fraction au parlement autrichien. Lors des élections de l'automne 1971, le SPÖ obtint la majo-

2. Le traité d'État que l'Autriche signa le 15 mai 1955 avec les Alliés fut la conséquence d'une longue série de négociations difficiles et rendit à l'Autriche sa souveraineté. C'est à partir de cette date que les troupes d'occupation alliées stationnées en Autriche depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale se retirèrent.



rité absolue au parlement, ce qui fut à nouveau le cas jusqu'aux élections de 1983 où le SPÖ perdit sa majorité absolue. Kreisky annonça alors sa démission en tant que chancelier et chef du SPÖ. Il mourut à Vienne en 1990.

Cet article se propose d'analyser l'action de Kreisky dans la perspective de la résolution des conflits en s'appuyant sur ses *Discours*, afin de montrer que, pour lui, paix et démocratie sont deux processus dynamiques étroitement liés.

La première partie propose une étude du conflit qui opposa l'Autriche à l'Italie à propos du Tyrol méridional, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce conflit, que Kreisky entreprit de résoudre alors qu'il était ministre des Affaires étrangères, est en effet exemplaire à bien des égards, et en particulier en raison de l'importance que Kreisky accorde à l'ONU, lieu d'expression d'une certaine forme de débat démocratique au niveau supranational, en matière de règlement de conflits internationaux.

Le second cas que nous analyserons est un conflit qui s'est déroulé sur le sol autrichien et qui permet de constater que les moyens que Kreisky met en place pour sortir de la crise ressemblent à ceux qu'il a utilisés dans le cadre du conflit entre l'Autriche et l'Italie. En effet, là encore, Kreisky souhaite avant tout ramener le calme pour privilégier la discussion afin de trouver un compromis qui permettrait de sortir de la crise. Dans le cas du conflit avec l'Italie à propos du Tyrol méridional, Kreisky souhaitait avant tout éviter un conflit armé avec l'Italie que l'Autriche n'aurait de toute façon pas pu se permettre. Dans le cas du conflit en Carinthie à propos des panneaux bilingues qui éclate en 1972, c'est la paix intérieure de l'Autriche que Kreisky pensait être menacée et qu'il s'est efforcé de préserver afin de démontrer à la communauté internationale que l'Autriche était un pays démocratique stable.

Le Tyrol méridional

L'origine du conflit

Le Tyrol méridional est une petite enclave occupée par une population principalement germanophone, qui appartient à l'Italie depuis 1919, qui était autrichienne auparavant et faisait partie intégrante de la province du Tyrol.

L'origine du conflit qui opposait l'Autriche à l'Italie sur la question du Tyrol méridional remonte à 1915 et au traité de Londres, traité secret signé entre l'Italie, la France et l'Angleterre. Le traité de Londres affirme que « tout le Tyrol



méridional jusqu'au Brenner est une frontière naturelle ³ » de l'Italie. À la suite de la signature de ce traité, l'Italie entra en guerre aux côtés des Alliés, et elle fut donc du côté des vainqueurs à l'issue de la Première Guerre mondiale.

À la fin de la guerre, lors de la signature du traité de paix de Saint-Germain-en-Laye, la commission italienne vit ses revendications territoriales satisfaites. Dès le 20 septembre 1920 et suite à une occupation militaire du Tyrol méridional depuis la fin de la guerre, une loi italienne fit de la province du Tyrol méridional un territoire italien à part entière. Dès 1923, la langue italienne remplaça la langue allemande à l'école, le nom « Tyrol méridional » fut interdit, et la province du Trentin et celle de Bolzano (*Bozen*) furent créées. Elles partageaient en deux l'ancien Tyrol méridional qui fut regroupé avec des territoires à forte majorité italianophone. La minorité germanophone du Tyrol méridional fut donc immergée au sein d'une région majoritairement italianophone. Les Italiens furent encouragés à émigrer vers l'ancien Tyrol méridional pour accélérer l'italianisation. De son côté, l'Autriche, dans les frontières de 1919, ne put pas apporter son soutien aux Tyroliens méridionaux puisqu'elle avait conclu une alliance avec l'Italie fasciste, censée la protéger des velléités d'*Anschluss* de Hitler. Après la signature du Pacte d'acier entre Hitler et Mussolini en 1939, les Tyroliens méridionaux se virent accorder le droit d'émigrer, et, lors de la consultation électorale organisée à la fin de l'année 1939, 83 % des Tyroliens méridionaux se déclarèrent candidats au départ pour le *Reich* allemand. Finalement, de 1939 à 1942, ce sont seulement 30 % des Tyroliens méridionaux environ qui quittèrent effectivement le Tyrol méridional pour le *Reich* allemand ⁴. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Tyroliens méridionaux espéraient pouvoir exercer le droit à l'autodétermination des peuples dans l'espoir que leur province soit rattachée à l'Autriche afin de ne plus subir la politique d'italianisation mise en place par le gouvernement italien. L'exercice du droit à l'autodétermination des peuples était d'ailleurs la principale revendication du SVP (*Südtiroler Volkspartei*), parti de rassemblement des Tyroliens méridionaux, créé en 1945. Cette revendication était soutenue par le premier parlement autrichien démocratiquement élu après la Seconde Guerre mondiale.

Cependant, les Alliés, soucieux de ménager l'Italie pour qui un rattachement du Tyrol méridional à l'Autriche aurait signifié une perte de territoire, ne satisfirent pas cette revendication, et le *statu quo* fut finalement entériné par la signature de l'accord Gruber-De Gasperi, d'après les noms des ministres des Affaires

3. « [Der Londonervertrag sprach] ganz Südtirol bis zum Brenner als einer natürlichen Grenze Italien zu. » Ermacora, 1984 : p. 20.

4. Steininger, 2007.



étrangères autrichien et italien, le 5 septembre 1946. Cet accord constituait une partie du traité de Paris, le traité de paix entre les Alliés et l'Italie signé en 1947. Selon l'interprétation autrichienne, le Tyrol méridional devint dès lors non plus comme dans les années 1920 une affaire intérieure italienne, mais au contraire une affaire internationale, avec l'Autriche comme « puissance protectrice ». Cet aspect « international » constitua le prétexte que l'Autriche saisit plus tard pour présenter le problème à l'ONU.

La construction de la paix et l'apaisement du conflit entre l'Italie et l'Autriche se fit progressivement, après de nombreuses négociations bilatérales, et après deux arbitrages rendus par l'ONU. Le processus de construction de la paix se déroula donc sur le long terme, il fut issu d'une maturation obtenue grâce à ces nombreuses négociations tant au plan bilatéral qu'international.

De la table des négociations à la tribune de l'ONU

L'Autriche ne se préoccupa véritablement de la question du statut autonome du Tyrol méridional prévu par l'accord Gruber-De Gasperi qu'à partir de 1955, date à laquelle elle signa le traité d'État. Le problème principal était que ce conflit menaça très vite de dégénérer en conflit plus violent puisque des groupes terroristes issus du Tyrol méridional commencèrent à faire parler d'eux. Il était donc urgent d'avancer au niveau des négociations bilatérales et d'éviter la situation de blocage, sans pour autant remettre en cause les frontières existantes puisque l'Autriche avait déjà reconnu la frontière du Brenner dans l'article 4 du traité d'État.

À partir de 1956 s'ouvrit la période des négociations bilatérales entre l'Autriche et l'Italie. Pour résumer le débat qui opposait les deux États, l'Italie considérait que les exigences de l'Autriche visant à faire de la région de Bolzano une province autonome constituaient une ingérence dans les affaires intérieures italiennes, d'autant que, avec le statut autonome accordé à la province du Trentin-Haut-Adige, l'Italie estimait avoir rempli les dispositions du traité de Paris, ce que l'Autriche réfutait. En effet, l'Autriche interprétait l'autonomie prévue par le traité de Paris comme une autonomie propre du Tyrol méridional. Et, pour l'Italie, le traité de Paris ne pouvait pas servir à légitimer une exigence ayant pour objet la séparation du Tyrol méridional de Trente. L'Italie craignait en effet que, si elle accordait l'autonomie au Tyrol méridional, ce dernier ne fasse usage de son droit à l'autodétermination ce qui aurait signifié un premier pas vers une intégration de cette province à l'Autriche. Un tel scénario, qui aurait provoqué une perte de territoire, était inenvisageable et c'est pourquoi l'Italie se montra intraitable dans les négociations bilatérales.



Les négociations bilatérales allèrent d'échec en échec jusqu'en juillet 1959, lorsque Kreisky, devenu ministre des Affaires étrangères, décida d'évoquer le problème du Tyrol méridional devant l'ONU, avant de demander en 1960 que ce problème soit mis à l'ordre du jour pour être débattu lors de la session suivante de l'assemblée générale de l'ONU. Cette démarche constitue le début de ce qui va devenir une véritable internationalisation du conflit.

Kreisky porte la question du Tyrol méridional à New York

Kreisky, alors ministre des Affaires étrangères social-démocrate dans un gouvernement autrichien de coalition dirigé par le parti conservateur ÖVP (österreichische Volkspartei), tenait pour des raisons politiques à mettre à l'actif d'un social-démocrate une victoire dans ce conflit qui oppose l'Autriche à l'Italie. De plus, il faut également signaler qu'à cette époque, l'opinion publique autrichienne prenait fait et cause pour les Tyroliens méridionaux : Kreisky était donc soutenu entièrement dans son action à l'ONU par la presse et l'électorat autrichiens. Par ailleurs, il est évident que l'Autriche, petit pays neutre ruiné par la guerre, n'aurait jamais pu se permettre d'intenter une action militaire contre l'Italie afin d'imposer son point de vue à propos du problème du Tyrol méridional. C'est pourquoi Kreisky, en diplomate rompu aux négociations entre États depuis la signature du traité d'État, décida d'avoir recours à l'ONU pour régler ce différend avec l'Italie, à la fois pour satisfaire l'opinion publique autrichienne et pour faire entendre la voix de l'Autriche sur la scène internationale.

Dans le discours que Kreisky prononça à l'ONU, il commence par justifier sa démarche en exposant les résultats des différentes négociations bilatérales, qui, selon lui, « n'avaient, jusqu'à maintenant, pas apporté de solution satisfaisante ⁵ ». Il tenait absolument à ce que la question du Tyrol méridional soit l'objet d'un débat démocratique sur la scène internationale afin de pouvoir trouver une solution pacifique, ce qui était primordial dans le contexte de la guerre froide. Kreisky insiste d'ailleurs sur le fait que « l'Autriche et son gouvernement mettent toute leur confiance dans le règlement pacifique des dissensions ⁶ ».

Kreisky souligne l'attitude pacifique de l'Autriche, ce qu'on peut sans doute interpréter également en regard du contexte de la guerre froide et des tensions entre les deux blocs. Kreisky cite d'ailleurs à ce propos la charte des Nations

5. « Die hierüber geführten jahrelangen Verhandlungen haben bis jetzt keine befriedigende Lösung gebracht. » (Kreisky, 1959 : p. 106.)

6. « Österreich und seine Regierung setzen ihr ganzes Vertrauen in die friedliche Beilegung von Streitigkeiten. » (*Ibid.* : p. 105.)



unies⁷. Il part donc du texte fondateur des Nations unies pour justifier son recours et inciter les membres de l'ONU à le prendre en compte.

À la suite de la demande de Kreisky, la question du Tyrol méridional fut débattue lors de la quinzième session de l'Assemblée générale des Nations unies. Encore une fois, lors de son discours, Kreisky s'appuie sur la charte fondatrice de l'ONU pour légitimer son recours. Il cite l'article 14 de la charte⁸, car il estime que les relations entre l'Autriche et l'Italie s'étaient suffisamment dégradées pour justifier le recours à cet article.

Les débats qui suivirent le discours de Kreisky finirent par tourner en faveur de l'Autriche puisqu'elle parvint, en fin de compte et grâce l'appui de l'ONU, à imposer à l'Italie sa propre interprétation de l'accord Gruber-De Gasperi. L'Assemblée générale des Nations unies vota en effet deux résolutions, reconnaissant par là-même la validité de l'interprétation autrichienne de cet accord.

L'exemple de ce discours montre bien l'importance de l'organisation internationale par excellence qu'est l'ONU pour ce qui est de la construction de la paix, lorsqu'un État fait appel à son arbitrage dans le cas d'un litige qui l'oppose à un autre. Du point de vue de Kreisky, qui souhaite absolument trouver une solution diplomatique et donc pacifique au conflit, le recours à l'ONU représentait un passage obligé, la seule porte de sortie de l'impasse où les négociations avec l'Italie avaient mené. Dans le règlement de la question du Tyrol méridional, la place occupée par l'ONU était primordiale puisque les deux résolutions successives votées par les Nations unies incitaient l'Autriche et l'Italie à reprendre les négociations bilatérales dans le but de parvenir à un accord, qui sera finalement trouvé en 1992.

Comme on vient de le voir, le fil directeur de l'action de Kreisky pour résoudre un conflit était sa volonté d'établir la discussion entre les partis en présence. Pour lui, seule la discussion et le compromis qui devait en découler pouvait permettre de résoudre un conflit, ces deux processus dynamiques (débat démocratique et construction de la paix) étaient donc étroitement liés. D'après

7. « Da es sich hier um ein Problem handelt, dessen gerechte Lösung nur im Geiste der Charta der Vereinten Nationen gefunden werden kann, deren Ziel es ja ist "durch friedliche Mittel und in Übereinstimmung mit den Grundsätzen der Gerechtigkeit internationale Streitfälle einer Regelung zuzuführen" sowie "die freundschaftlichen Beziehungen zwischen den Nationen zu entwickeln", halte ich mich für berechtigt, Ihnen dieses Problem zum besseren Verständnis in ein paar kurzen Sätzen näherzubringen. » (Kreisky, 1959 : p. 105.)

8. « Artikel 14 der Charta der Vereinten Nationen stellt ausdrücklich fest, daß die Generalversammlung im Falle der Gefährdung der freundschaftlichen Beziehungen zwischen den Nationen dafür zuständig ist, Maßnahmen für ihre friedliche Ordnung zu empfehlen. » (*Ibid.* : p. 183.) Voir également le texte en ligne de la charte des Nations unies (Nations unies, 2007).



ce principe, qui était un des éléments structurants de sa pratique politique, Kreisky allait à nouveau privilégier la discussion, le débat démocratique, pour tenter de sortir de la crise provoquée par le « conflit sur les panneaux bilingues » (*Ortstafelkonflikt*) qui éclata en Carinthie à la fin de l'année 1972 et qui troublait la paix intérieure autrichienne, menaçant ainsi, selon Kreisky, la stabilité démocratique de l'Autriche.

Le conflit sur les « panneaux bilingues »

Les origines du conflit

Le conflit sur les « panneaux bilingues » éclata en Carinthie en 1972, à la suite de la décision du gouvernement Kreisky de remplir une des clauses du traité d'État de 1955. L'article 7 du traité d'État⁹ définit le droit des minorités vivant sur le sol autrichien à voir les noms des localités écrits dans leur langue maternelle, en l'occurrence, pour ce qui concerne la Carinthie, en slovène.

On peut situer les sources du conflit à la fin de la Première Guerre mondiale. En effet, en 1918, la Yougoslavie revendiqua la Carinthie du sud mais n'obtint pas gain de cause, car le référendum organisé en Carinthie par les Alliés se solda par un résultat en faveur du maintien dans l'Autriche. En 1945, ce furent les forces d'occupation britanniques qui repoussèrent les troupes de Tito. Les revendications territoriales de la Yougoslavie sur la Carinthie du sud restèrent d'actualité jusqu'aux négociations qui allaient aboutir au traité d'État en 1955, mais elles ne furent pas satisfaites par les Alliés.

En 1955, l'Autriche obtint son indépendance grâce à la signature du traité d'État. Lorsque le conflit des panneaux bilingues éclata en 1972, Kreisky s'appuya principalement sur l'indispensable respect du traité d'État pour expliquer sa volonté d'appliquer la loi tant décriée en Carinthie. En effet, Kreisky accordait une très grande importance au respect des textes signés par l'Autriche avec d'autres États. Le traité d'État était un texte primordial puisqu'il accordait son indépendance à l'Autriche, et Kreisky pensait qu'il était vital pour l'Autriche de le respecter à la lettre. C'est pourquoi le conflit sur les panneaux bilingues lui tenait particulièrement à cœur.

9. Staatsvertrag vom 15. Mai 1955: « Artikel 7. Rechte der slowenischen und kroatischen Minderheiten ».



L'explosion du conflit

Kreisky, fort de sa majorité absolue au Parlement, souhaitait mettre en pratique les dispositions prévues par le traité d'État. La loi sur les panneaux fut votée en août 1972, et les premiers panneaux bilingues furent mis en place début septembre.

Pour résumer, en septembre 1972, des cohortes de véhicules se mirent à circuler la nuit, et les manifestants qui descendaient de ces véhicules s'empresaient de démonter les panneaux et de les emporter. Après plusieurs nuits d'émeutes, les agitateurs obtinrent gain de cause puisque la loi sur les panneaux cessa d'être appliquée dès le mois d'octobre 1972.

Kreisky exposa son point de vue sur la situation que connaissait la Carinthie en 1972 dans un long discours qu'il prononça à Klagenfurt au mois d'octobre 1972 au moment où la crise culminait, ce qui explique l'intitulé de ce discours: « En discuter dans le calme en laissant parler la raison ¹⁰. » On retrouve encore une fois le fil directeur de la discussion que Kreisky privilégie dans ce cas aussi. Dans ce discours, la réflexion de Kreisky s'articule autour de deux axes fondamentaux étroitement liés, qui sont la paix et le respect des traités signés.

Kreisky souhaitait mettre un terme à la division que certains agitateurs voulaient instaurer entre le pouvoir de Vienne et le Land de Carinthie. C'est pourquoi il commence dans son discours par rappeler l'engagement du pouvoir fédéral en faveur de la Carinthie, pour répondre aux reproches des manifestants qui condamnent la loi sur les panneaux bilingues comme étant une loi imposée d'en haut par un pouvoir socialiste favorable uniquement à la minorité slovène. Par la suite, sur ce sujet, le discours de Kreisky se fait plus incisif. Il répond directement aux détracteurs locaux de la politique de Vienne en affirmant que la division de la Carinthie n'a pas eu lieu après la Seconde Guerre mondiale grâce au gouvernement de Vienne de cette époque ¹¹.

Kreisky n'a de cesse de souligner la nécessaire « cohabitation pacifique ¹² » entre les deux communautés. Ici, son discours est clair: sa priorité est l'apaisement du conflit et le retour à la paix en Carinthie, c'est pourquoi il prône la réconciliation des groupes et des cultures qui la composent.

10. Kreisky, 1972 : p. 257.

11. « Und allen, die da herumreden, daß Wien Kärnten verraten hätte, denen möchte ich sagen, daß das alles ein Verdienst des damaligen Staatskanzlers Dr Karl Renner in Wien und seines Mitarbeiters Dr Adolf Schärf gewesen ist. Uns soll man also keine Lektionen in echtem österreichischem Patriotismus geben – die sollen die Herrschaften, die sie uns geben wollen, erst selber lernen! » (*Ibid.*: p. 261.)

12. « [...] es muß vor allem das friedliche Zusammenleben geben » (*ibid.*: p. 258).



C'est encore dans l'optique de la réconciliation locale qu'il évoque le référendum du 10 octobre 1920¹³. Par ce biais, Kreisky rappelle le mérite des Slovènes qui ont opté pour l'Autriche et qui ont donc évité que la Carinthie ne soit divisée.

Pendant son discours, Kreisky ne cesse par ailleurs de réitérer des appels au calme, qui est selon lui un préalable indispensable au bon fonctionnement d'une démocratie moderne. En effet, il affirme qu'il ne se laissera pas influencer par « quelques garçons des rues et leurs sifflets¹⁴ ». Le ton de Kreisky se fait ici plus véhément, il souhaite convaincre son auditoire et décrédibiliser les meneurs du mouvement.

Kreisky s'inscrit donc en faux par rapport aux manifestants et il se donne l'occasion de rappeler sa conviction de démocrate, puisqu'il se dit prêt à parler « avec tous ceux qui ont des arguments sérieux et calmes¹⁵ ». Les manifestations telles qu'elles ont lieu en Carinthie sont, pour Kreisky, contraires « à la façon dont on doit vivre ensemble au sein d'un régime démocratique¹⁶ ».

Pour Kreisky, paix et démocratie sont donc intimement liées et entretiennent une relation d'interdépendance que l'on pourrait formuler ainsi : la paix intérieure est une condition préalable à la démocratie, et la démocratie est garante de la paix. Cette conception de la paix s'explique sans doute en partie par les expériences de conflits que Kreisky a vécues au cours de son existence, et en particulier la guerre civile à laquelle fait suite l'instauration de la dictature en Autriche et son régime de terreur en 1934, immédiatement suivis par l'incorporation de l'Autriche dans le Reich nazi en 1938 et le début de la Seconde Guerre mondiale en 1939. Au vu des événements conflictuels qui ont marqué sa jeunesse, Kreisky a pu constater qu'il existait un lien entre dictature et conflit. De là à induire qu'il y avait un lien entre démocratie et paix à l'intérieur d'un État, ou au moins, une vie en communauté possible, il n'y avait qu'un pas que Kreisky, s'appuyant sur son expérience, n'hésita pas à franchir. Kreisky a donc agi en démocrate convaincu de la nécessité vitale de la paix pour la Carinthie mais aussi pour l'Autriche et sa démocratie. Kreisky avait également la conviction qu'il fallait tirer des leçons de l'histoire, et donc protéger la minorité slovène comme le prévoyait le traité d'État, afin qu'elle ne soit plus victime d'exactions comme ce fut le cas sous le régime national-socialiste.

13. « Auch Slowenen stimmten 1920 für Österreich » (*ibid.* : p. 259).

14. « Und das, liebe Freunde, sollen wir uns von ein paar pfeifenden Gassenbuben zerstören lassen? Nicht, solange ich Bundeskanzler in diesem Staate bin. » (*Ibid.* : p. 263.)

15. « Mit jedem, der mir ruhige und ernste Argumente vorträgt, [...] werde ich mich geduldig hinsetzen und reden » (*ibid.* : p. 264).

16. « [...] denn das ist nicht die Art, wie man in der Demokratie miteinander lebt » (*ibid.*).



Or il semble que ses arguments n'aient pas porté les fruits qu'il escomptait car le conflit sur les panneaux bilingues de Carinthie n'est toujours pas résolu à l'heure actuelle, les résistances d'une partie de la population à l'instauration des panneaux bilingues restant trop virulentes.

D'après la biographie de Kreisky qui a été marquée par de nombreux conflits armés, et d'après les deux analyses de cas présentées ici, on peut constater que Kreisky souhaitait avant tout éviter les conflits armés. Kreisky privilégiait la discussion, les négociations entre parties adverses afin de mettre un terme aux crises. À propos du conflit du Tyrol méridional, Kreisky a décidé d'avoir recours à l'ONU pour contraindre l'Italie à reprendre la voie de la négociation, mais il faut préciser que, l'Autriche, petit État neutre affaibli par la guerre, n'aurait en aucun cas eu les moyens d'imposer militairement ses vues à l'Italie. Le mérite de Kreisky est cependant de n'avoir pas capitulé devant les exigences italiennes malgré la faiblesse militaire de l'Autriche.

À propos du conflit sur les panneaux bilingues en Carinthie, les voies de la négociation et du compromis n'ont pas pu aboutir, contrairement à ce que souhaitait Kreisky. Grâce à l'instauration des panneaux bilingues, ce dernier voulait non seulement mettre en place les dispositions prévues par le traité d'Etat mais aussi améliorer les relations entre l'Autriche et la Yougoslavie de Tito qui soutenait les revendications de la minorité slovène de Carinthie. En effet, Kreisky menait à cette époque une politique d'ouverture et de normalisation des relations entre l'Autriche et ses voisins de l'Est, relations particulièrement difficiles avec la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Le conflit sur les panneaux bilingues empoisonnait les relations entre l'Autriche et la Yougoslavie et dépassait les frontières autrichiennes, ce qui, au-delà de la question très importante des droits de la minorité slovène, explique aussi pourquoi Kreisky tenait tant à mettre un terme à ce conflit. Par ailleurs, les réactions violentes de certains manifestants extrémistes ont renforcé la conviction de Kreisky acquise suite à son expérience des années 1930 en Autriche selon laquelle paix et démocratie sont intimement liées. D'après l'expérience de Kreisky, l'agitation sociale peut éventuellement menacer directement la démocratie, d'où la nécessité de ramener le calme et d'orienter plutôt le conflit vers un débat démocratique afin de lui faire quitter la rue.

Kreisky concevait la paix comme un projet qui doit être construit, reposant avant tout sur la discussion et sur la négociation entre les parties opposées. Selon Kreisky, la paix se construit à partir d'accords bilatéraux entre parties adverses, mais aussi et surtout à partir de traités multilatéraux, où chaque État signataire est garant de l'autre. Pour Kreisky, la paix est plutôt un processus dynamique, qui, comme la démocratie, est le résultat d'efforts sans cesse



renouvelés. Cette conception de la paix est un des fils directeurs de la politique de Kreisky, aussi bien en matière de politique étrangère que de politique intérieure. Ses trois mandats de chancelier sont d'ailleurs profondément marqués par sa volonté d'apporter sa contribution à la résolution de conflits. C'est dans cette perspective qu'il s'est efforcé, en Autriche, de réconcilier la social-démocratie autrichienne et l'Église catholique et, sur le plan international, qu'il a œuvré en faveur de l'apaisement du conflit du Proche-Orient.

Bibliographie

- ERMACORA, Felix (1984) : *Südtirol und das Vaterland Österreich*. Vienne, Munich (Almathea).
- STEININGER, Rolf (2007) : « Die Südtirolfrage », in : http://zis.uibk.ac.at/stirol_doku/stirol.html (lien consulté le 01/07/2007).
- KREISKY, Bruno (1959) : « Vollversammlung der Vereinten Nationen, 21. September 1959 », in : *BK: Reden*. Vienne (Verlag der Österreichischen Staatsdruckerei), t. 1 (paru en 1981), p. 104-107.
- (1972) : « Mit Vernunft und Ruhe darüber reden : Die Kärntner Ortstafeln. Klagenfurt, 28/10/1972 », in : *BK: Reden*. Vienne (Verlag der Österreichischen Staatsdruckerei), t. 2 (paru en 1981), p. 257-269.
- Nations unies (2007) : « Charte des Nations unies », in : <http://www.un.org/french/aboutun/charte> (lien consulté le 01/07/2007).

